

DEBAT CITOYEN DES ANGLES 05 février 2019

Une trentaine de personnes ont participé à ce débat.

Michel Poudade, maire des Angles accueille les présents et ses collègues maires du Capcir et des Garrotxes. Il présente l'organisation et la philosophie du débat. Son collègue Philippe Loos, maire de Formiguères lit la charte du débat. Puis Michel Garcia, maire de Matemale rappelle les quatre thèmes à aborder. Pierre Bataille, maire de Fontrabieuse/Espousouille, est désigné comme médiateur du débat.

- 1 - La fiscalité et les dépenses publiques
- 2 - l'organisation de l'Etat et des services publics
- 3 - la Transition Ecologique
- 4 - Démocratie et citoyenneté

THEME 1 : FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

- 1 - fiscalité : alléger les charges sociales dues par les entreprises et les salariés et les répartir au prorata des revenus.
- 2 - mettre fin aux divers mécanismes qui permettent aux riches et aux grandes entreprises d'échapper à l'impôt. Lutter efficacement contre l'invasion fiscale.
- 3 - imposer les multi nationales qui font leur vente en France (+/- 12 milliards €). Ne plus appliquer la CSG aux retraités qui sont les grands perdants. Indexer les retraites sur l'inflation. Réduire la TVA sur l'alimentation contrairement à la loi qui vient d'être votée.
- 4 - supprimer les privilèges des anciens présidents de la république. Suppression des élus de luxe et moins d'élus politiques.
- 5 - pollution et impôts sont liés. Les grands pollueurs ne sont pas taxés à la hauteur de leurs pollutions qui ne sont pas contrôlées. Ils nous font manger n'importe quoi et échappent à l'impôt par des filiales à l'étranger.
- 6 - Total par exemple, redistribue énormément de dividendes, mais ne paye pas d'impôts à hauteur des dividendes redistribués.
- 7 - Jusqu'à quel barème doit-on fiscaliser les grandes sociétés. Ne faut-il pas limiter les salaires énormes de leurs dirigeants ?
- 8 - Inventer un mix qui permettrait à tous d'accéder au capital. La retraite par répartition n'est pas adaptée. Il y a des écarts selon le métier.
- 9 - le RSI (régime Social des Indépendants) est une vraie usine à gaz. La retraite et l'assurance sociale des commerçants est une misère. J'approche de la retraite. J'ai versé 150 000 € de cotisations et ma retraite est évaluée à ce jour

à 214 € bruts. 1 € cotisé devrait rapporter le même montant de retraite pour tous.

10 - le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi), et l'allègement de charges patronales représentent 38 milliards d'€, qui pourraient être redistribués aux salariés. Les économistes montrent que le CICE n'a pas d'effet sur l'emploi. Il faut contrôler les entreprises, vérifier l'impact positif sur l'emploi et ne pas donner un chèque en blanc.

11 - le SMIC à 1500 € aurait un effet d'entraînement sur les familles salariées.

12 - CICE qu'attend-on de l'Etat, qu'il subvienne à nos besoins ? Comment le peut-il ? Comment on voit les pertes du pouvoir d'achat ?

13 - le taux de chômage est trop important. Donner du travail, ce devrait-être le rôle de l'Etat, plutôt que de faire du social basique. Il faut un revenu universel pour tous, ou donner du travail, et par le revenu du travail payer l'impôt.

14 - je ne comprends plus rien dans la fiscalité française avec ses 250 niches fiscales. Les niches fiscales ne devraient pas exister.

15 - la TVA n'est pas adaptée. Le système n'est pas logique.

16 - il faut exiger de l'Etat plus de transparence sur les chiffres. Aujourd'hui on dit tout et n'importe quoi, on lit tout et n'importe quoi. Le citoyen mérite d'être informé.

17 - il y a en France 1 millions de personnes dépendant de la sécurité sociale bidons. En 5 ans on n'en a découvert que 500 ? Cela représente une fraude de 20 milliards d'€. L'évasion fiscale de 20 milliards d'€, on peut aujourd'hui la contrer. Si la banque ne veut pas donner les informations, « on la fout dehors ».

18 - donner les moyens aux gens par la formation numérique. Faire que le numérique fonctionne bien sur tout le territoire.

19 - l'informatique c'est une utopie. Cela passe pour certains au-dessus de la tête.

THEME 2 - L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

1 - les concours de l'administration, c'est une gabegie financière, qui sont déconnectés des besoins de l'Administration.

2 - les DRH (Directeur des Ressources Humaines) dans l'administration n'ont pas toujours les capacités du poste.

3 - maintenir et développer les services publics. Faire rentrer dans les caisses de l'Etat l'argent de la fraude fiscale et celui gagné par les niches fiscales. Il faut loger les gens qui sont dans la rue.

4 - si on veut lutter contre l'évasion fiscale, il ne faut pas supprimer les postes de fonctionnaires des impôts et autres administrations chargées de lutter contre l'évasion fiscale.

5 - l'Etat a pour rôle de ne laisser aucune personne sur le côté. On manque de personnel dans les hôpitaux publics, dans le social, l'enfance, on manque d'EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes). La population vit plus longtemps, comment la prendre en charge si on réduit les personnels adaptés. Il n'y a pas de politique de santé publique. Pas de projection sur les effets de la maladie d'Alzheimer.

6 - il y a trop d'élèves dans les classes, on est les mauvais élèves de l'Europe. Comment lutter pour l'égalité des chances ?

7 - il y a un vrai problème de vocation de l'enseignement en France. Les enfants sont de moins en moins fiables, surtout au collège.

8 - Après guerre, les gens ont cru à l'ascenseur social. Aujourd'hui, selon où l'on vit, le milieu où on est on ne vit pas l'enseignement de la même manière. L'Etat a un rôle social à jouer dans l'école.

9 - si l'on transmettait la culture à tous les enfants dans le cadre de l'école, il y aurait plus d'égalité. On a tous besoin de savoir, de comprendre...

10 - l'égalité des chances elle passe aussi par l'environnement où l'on vit, les moyens financiers.

11 - les parents sont aussi concernés par l'éducation de leurs enfants. L'éducation devrait être au cœur des débats. Il faut investir sur nos enfants.

12 la loi anticasseurs est inadmissible. Il faut retirer l'article 2 de cette loi. Si un jour on a un gouvernement d'extrême droite, ce sera dangereux. IL faut redonner du pouvoir aux juges. Manifester c'est un droit.

13 - Il faut faire un audit sérieux de l'Etat. Fermer des affaires qui ne servent à rien et qui coûtent cher. Le Conseil d'Etat dénonce ces agissements.

14 - Il faut mettre l'humain au centre du débat. Nous vivons un problème sociétal. Les parents démissionnent. Si on ne change pas de modèle, cela ne fonctionnera pas. Il faut faire la chasse au gaspillage pharaonique que l'on vit aujourd'hui. Aujourd'hui, on est en train de réinventer la démocratie, qui est confisquée par des gens qui ont passé 30 ans sur les bancs de l'école. La valeur ajoutée ne tient pas compte de la valeur humaine. Elle n'est que comptable.

15 - Il faut recentrer les priorités sur l'être humain : Education, santé, sécurité, hébergement.

16 - L'écologie de la nature et des gens sont interdépendants. Il y a un gros chantier sur la chasse au gaspillage. Il faut replacer l'humain au cœur d'un nouveau modèle. La valeur ajoutée ne tient pas compte de la valeur humaine.

17 - De plus en de services publics et moins d'impôt, ce n'est pas possible. 1500 officines d'Etat qui coûtent cher. Quelle utilité du Conseil Economique et Social ?

18 - on met des gens en prison, mais on manque de moyens pour les aider à se réinsérer. La réinsertion dépend de l'initiative privée.

19 - force est de constater que le lien familial et le lien social ont été malmenés.

20 - l'Etat est trop centralisé. C'est un mal français qui nous coûte très cher. On a mis en place une fausse décentralisation. Exemple : réforme des rythmes scolaires. Il faut laisser les nuances locales aux fonctionnements.

21 - la loi anti casseurs est dangereuse. Punir les casseurs, oui, mais donner un pouvoir administratif qui va désigner qui est dangereux c'est mauvais pour la démocratie.

22 - Il faut s'intéresser de très près aux gens sur le trottoir. La société s'en désintéresse c'est inadmissible.

23 - ce n'est pas de notre faute si l'on est au chômage. Un chômeur doit être payé décemment. Il faut donner un travail d'intérêt public aux chômeurs.

24 - on ne trouve pas de main d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs.

25 - Peut-être parce que les salaires sont peu élevés et les conditions difficiles ?

26 - il y a une loi anticasseurs, parce qu'il y a des casseurs. Il faut répondre aux exigences de sécurité.

27 - Pourquoi une nouvelle loi en la matière. Il suffit d'appliquer les lois qui existent déjà. 2500 lois ne sont pas appliquées en France.

Pourquoi séparation entre police et justice ?

28 - on n'arrête pas de créer des taxes.

29 - pourquoi justice et police ne travaillent pas main dans la main.

THEME 3 - La TRANSITION ECOLOGIQUE

1 - Il faut changer de mode de développement. Si on ne bouge pas on va dans le mur. Il faut créer une économie « écologisée ».

2 - Il y a beaucoup d'emplois à créer dans le domaine de l'écologie.

3 - créer une banque Européenne du climat qui prêterait de l'argent pour financer les projets écologiques. On a bien trouvé de l'argent pour sauver les banques.

4 - il faut éduquer les gens à l'écologie.

4 - l'écologie c'est une économie. Taxer au nom de l'écologie ce n'est pas une bonne solution. Il faut payer le vrai prix des choses. Si l'on faisait payer le prix du recyclage, le pétrole ne serait plus roi.

5 - tout le système monétaire international est géré par des banques privées. Il faut créer des banques d'état et réformer le système monétaire international.

6 - mettre en place des systèmes coopératifs.

7 - on fait confiance à des grandes surfaces et les agriculteurs n'arrivent plus à vivre de leur travail. Il faut mettre une économie circulaire, favoriser les circuits courts, consommer la qualité et sur place il y en a.

8 - pourquoi tout ce suremballage des produits.

Le médiateur pose la question suivante : vous qui prêchez pour des énergies alternatives êtes vous prêt a payer plus cher l'électricité que celle produite par le nucléaire ?

9 - la question telle qu'elle est posée est orientée. Si on rajoute au prix de production le coût du recyclage des centrales qui ferment, les énergies alternatives sont mieux placées.

10 - Le nucléaire est l'énergie la moins chère, mais le coût du démantèlement est très élevé

11 - Isoler les logements fera baisser la facture d'électricité. Dans les villes, il faut diminuer les éclairages

12 - réfléchir à ce que l'on peut faire sur notre territoire.

IV - DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

1 - Pas assez de personnes s'investissent dans les communes

2 - faut-il passer à la démocratie directe ?

2 - en Suisse il y a beaucoup de votations, mais cela ne fonctionne pas bien. Beaucoup de personnes ne se déplacent même pas, ce sont toujours les mêmes qui votent. Cela coûte cher en organisation et ce n'est pas efficace.

3 - on n'exploite pas suffisamment les pouvoirs locaux et leur logique démocratique.

4 - quel est le vrai rôle des députés ?

5 - faut-il mettre en place une partie de proportionnelle ?

6 - la « *France d'en bas* » n'est pas représentée à l'assemblée générale. Il faudrait songer à la mise en place de quotas pour ces personnes, comme on l'a fait pour la parité.

7 - pas de vraie démocratie sans éducation du peuple disaient les Grecs.

8 - la démocratie souffre de l'existence des partis politiques.

9 - UFC « Que Choisir » dans un de ses dossiers visible sur Internet fait 12 propositions simples, faciles à mettre en place, permettant d'augmenter le pouvoir d'achat d'environ 300 € par famille.

10 - la démocratie participative doit-elle être mise en place.